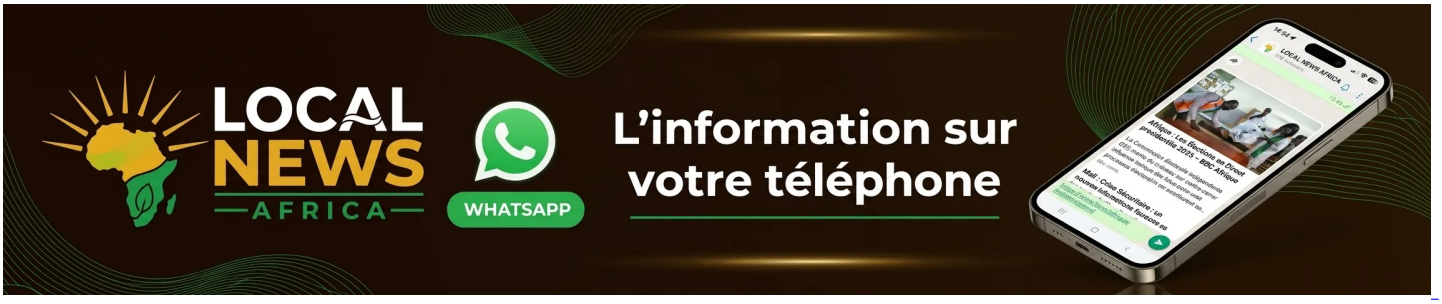


RECHERCHE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Cotonou veut faire émerger des solutions africaines

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **23 oct. 2026 à 11:47**



La 18e Conférence africaine sur la recherche en informatique et en mathématiques appliquées (CARI 2026) place la production scientifique, la formation des jeunes et la souveraineté numérique au cœur des enjeux de développement du continent. L'ambition est désormais de transformer les connaissances en applications concrètes.

L'Afrique peut-elle devenir productrice de technologies plutôt que de rester principalement consommatrice de solutions conçues ailleurs ? Cette question traverse les travaux de la 18e Conférence africaine sur la recherche en

informatique et en mathématiques appliquées (CARI 2026), ouverte le jeudi 22 octobre à Cotonou, au Bénin.

Organisée par l'Institut de formation et de recherche en informatique (IFRI), avec l'appui du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la rencontre réunit chercheurs, universitaires, doctorants et experts autour du thème : « Mathématiques et informatique appliquées : des solutions innovantes pour construire l'Afrique de demain ».

Au-delà des échanges académiques, l'enjeu est de rapprocher la recherche des besoins économiques et sociaux du continent.

Transformer les connaissances en solutions utiles

Les mathématiques appliquées et l'informatique interviennent dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la santé, les transports, la gestion des ressources naturelles et l'administration publique. Associées à l'intelligence artificielle, elles peuvent contribuer à améliorer la prévision des récoltes, l'analyse des données sanitaires, l'optimisation des services publics ou encore la productivité des entreprises.

Mais ces possibilités supposent des investissements dans les laboratoires, des équipements adaptés et des collaborations durables entre chercheurs, administrations, collectivités territoriales et secteur privé.

Lors de l'ouverture de la conférence, le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéhou, a insisté sur la nécessité de convertir les connaissances scientifiques en solutions opérationnelles. Il a notamment appelé à renforcer les collaborations entre chercheurs et collectivités territoriales africaines.

Cette orientation pose une question essentielle : comment faire en sorte que les travaux universitaires dépassent le cadre des publications scientifiques pour contribuer directement à la résolution des difficultés rencontrées par les populations ?

Former les jeunes et renforcer la recherche africaine

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Sèdami Medegan Fagla, a identifié trois priorités : la formation, la recherche et la sécurisation des infrastructures numériques.

Le développement des compétences scientifiques et techniques apparaît déterminant face à l'évolution rapide des métiers. Le Bénin a notamment organisé, en juin 2026, des Olympiades nationales d'intelligence artificielle auxquelles 150 jeunes ont participé. Huit candidats ont ensuite représenté le pays à Astana, selon les informations communiquées lors de la conférence.

Au-delà de cette initiative, le renforcement des écoles doctorales, le soutien aux laboratoires et la valorisation des publications scientifiques constituent des leviers pour consolider les capacités locales. L'objectif est de favoriser l'émergence de chercheurs capables de concevoir des technologies adaptées aux réalités africaines.

Cette ambition rejoint un enjeu économique majeur : disposer de compétences locales permettrait aux pays africains de mieux maîtriser les outils numériques, de développer des entreprises innovantes et de réduire certaines dépendances technologiques.

La souveraineté numérique, autre défi majeur

Le développement de l'intelligence artificielle ne se limite toutefois pas à la formation des spécialistes et à la multiplication des innovations. Il soulève également des questions relatives à la protection des données, à la cybersécurité et au contrôle des infrastructures numériques.

Pour les pays africains, la maîtrise de ces dimensions conditionne la capacité à déployer des solutions fiables tout en protégeant les informations des citoyens, des entreprises et des institutions.

Cette préoccupation dépasse le cadre universitaire. Lors du Forum régional multipartite sur les technologies et l'avenir du travail en Afrique, organisé à Cotonou le 16 octobre 2026, des représentants des pouvoirs publics, des entreprises et des organisations internationales ont également souligné les besoins en infrastructures, en financement et en compétences pour accompagner la transformation numérique.

Les deux rencontres mettent ainsi en évidence une même exigence : faire de l'innovation technologique un instrument de développement, tout en préparant les sociétés africaines aux transformations du travail et de l'économie.

De l'ambition scientifique aux retombées économiques

Prévue sur quatre jours, la CARI 2026 doit permettre aux participants d'échanger sur les avancées en informatique, en mathématiques appliquées et sur leurs différents domaines d'application. Les organisateurs espèrent faire émerger de nouvelles collaborations, des partenariats durables et des solutions conçues en Afrique.

La portée de cette ambition se mesurera cependant à sa capacité à produire des résultats au-delà de la conférence : financement des travaux de recherche, transfert de technologies, accompagnement des jeunes chercheurs et adoption des innovations par les administrations et les entreprises.

Pour le Bénin comme pour les autres pays africains, le défi est donc de bâtir un environnement dans lequel la recherche scientifique devient un moteur de compétitivité, de création d’emplois et d’amélioration des conditions de vie.

La question n’est plus seulement de participer à la révolution de l’intelligence artificielle, mais de contribuer à la façonner, en développant des connaissances, des compétences et des solutions répondant aux priorités du continent.

PUBLICITÉ

